



Distribution: générale Point 8 de l'ordre du jour
Date: 15 octobre 2018 WFP/EB.2/2018/8-D/2/1
Original: anglais Questions opérationnelles – Projets approuvés
par correspondance
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révision de l'intervention prolongée de secours et de redressement Éthiopie 200700 et augmentation budgétaire correspondante

	Chiffres actuels	Modification	Chiffres révisés
Durée du projet	39 mois (avril 2015-juin 2018)	6 mois (juillet-décembre 2018)	45 mois (avril 2015-décembre 2018)
Bénéficiaires	638 753	719 500	719 500
<i>(en dollars É.-U.)</i>			
Coût total	493 559 949	60 604 684	554 164 633
Transferts	406 517 994	50 595 336	457 113 331
Mise en œuvre	10 147 375	1 423 738	11 571 113
Coûts d'appui directs ajustés	44 906 434	4 886 733	49 793 167
Total partiel	461 571 803	56 905 807	518 477 611
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	31 988 146	3 698 877	35 687 023

Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes* 2A

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Coordonnateurs responsables:

Mme E. Joergensen
Directrice régionale
Afrique de l'Est et Afrique centrale
courriel: erika.joergensen@wfp.org

M. S. Wanmali
Directeur de pays p.i.
courriel: samir.wanmali@wfp.org

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance la révision proposée de l'intervention prolongée de secours et de redressement Éthiopie 200700, "Assistance alimentaire en faveur des réfugiés érythréens, sud-soudanais, soudanais et somaliens", qui vise notamment à en reporter de six mois la date de clôture, du 1^{er} juillet au 31 décembre 2018, ainsi que l'augmentation budgétaire correspondante de 60 604 684 dollars É.-U.

29 juin 2018

Justification

1. La présente révision de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200700:
 - a) révisé le plan initial pour la période allant de février à juin 2018 et prolongé la durée de l'IPSR de six mois, de juillet à décembre 2018, afin d'harmoniser le cycle des projets du PAM en Éthiopie avec la mise en œuvre d'un nouveau plan stratégique de pays dont le démarrage est prévu pour janvier 2019;
 - b) abaisse le nombre de bénéficiaires recevant une assistance à la fois sous forme de vivres et de transferts de type monétaire à 155 200;
 - c) porte le nombre de bénéficiaires recevant uniquement des produits alimentaires à 544 300 personnes;
 - d) augmente le nombre de bénéficiaires des activités destinées à diversifier les moyens d'existence de 25 000, dont 50 pour cent seront des réfugiés et 50 pour cent des membres des communautés d'accueil;
 - e) augmente le nombre total de bénéficiaires en 2018 de 88 247 – en tablant sur l'arrivée de 44 500 réfugiés supplémentaires, y compris 35 000 en provenance du Soudan du Sud, comme le prévoit le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) – dont 87 pour cent sont des femmes et des enfants; et
 - f) relève de 60,6 millions de dollars le budget total de l'IPSR.
2. Dans le cadre de l'IPSR 200700, le PAM fournit une assistance alimentaire à environ 655 000 réfugiés (dont 45 pour cent sont des hommes et des garçons et 55 pour cent des femmes et des filles) hébergés dans 25 camps en Éthiopie. L'assistance revêt la forme de distributions générales de vivres, d'un appui nutritionnel visant à prévenir et à traiter la malnutrition aiguë, de repas scolaires pour les enfants scolarisés dans les établissements primaires et les écoles maternelles, et d'une assistance aux réfugiés à leur arrivée et durant leur réinstallation. Le PAM apporte également un soutien financier aux partenaires qui participent aux activités axées sur les moyens d'existence et la protection de l'environnement dans les camps de réfugiés et à proximité.
3. Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017–2021, les objectifs de l'IPSR sont les suivants:
 - a) veiller à ce que les réfugiés aient accès à une alimentation nutritive et suffisante pendant toute l'année;
 - b) traiter et prévenir la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que d'autres groupes vulnérables de réfugiés ayant des besoins nutritionnels particuliers;

- c) stabiliser le taux de scolarisation des filles et des garçons réfugiés dans les écoles bénéficiant d'une assistance du PAM; et
- d) développer les possibilités d'existence adaptées aux conditions climatiques pour les réfugiés et les communautés d'accueil.

Modifications

4. D'après une enquête détaillée réalisée auprès des ménages dans tous les camps de réfugiés en décembre 2017, environ 65 pour cent des réfugiés vivant dans des camps ont un score de consommation alimentaire acceptable, avec des résultats atteignant 67 pour cent pour les ménages dirigés par un homme et 62 pour cent pour ceux qui sont dirigés par une femme. Toutefois, la situation n'est pas la même dans tous les camps; dans les camps de la région Gambela, 35 pour cent seulement des ménages présentent un score de consommation alimentaire acceptable.
5. Le HCR, le PAM, l'Administration gouvernementale pour les affaires concernant les réfugiés et les rapatriés (ARRA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont mené une enquête sanitaire et nutritionnelle dans les sept camps de la région Gambela entre avril et juin 2017. D'après les résultats obtenus, les niveaux de malnutrition demeurent alarmants, la prévalence de la malnutrition aiguë globale y étant de 23,4 pour cent et le taux de malnutrition aiguë sévère de 6,3 pour cent; ces taux dépassent largement les seuils d'urgence fixés à 15 pour cent pour la malnutrition aiguë globale et à 2 pour cent pour la malnutrition aiguë sévère. La forte prévalence de la malnutrition aiguë peut être attribuée à de nombreuses causes sous-jacentes, notamment un accès insuffisant à l'alimentation, une hygiène médiocre, un accès limité à l'eau potable, de mauvaises pratiques de soins aux enfants et d'alimentation infantile, en particulier en ce qui concerne l'introduction d'aliments complémentaires adaptés; et le manque d'accès et de recours aux services de santé et de nutrition. La proportion de ménages qui conservent l'eau potable dans des conteneurs couverts ou à goulot étroit se situe entre 26 et 71 pour cent. L'utilisation des toilettes publiques ou non améliorées s'échelonne entre 4 et 68 pour cent, tandis que la proportion de ménages possédant au moins une moustiquaire, quel qu'en soit le type, varie de 18 à 60 pour cent. L'équipe chargée de l'enquête a insisté sur la nécessité d'éliminer les obstacles et les goulets d'étranglement qui entravent le bon fonctionnement des services de santé et de nutrition, y compris dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la sécurité alimentaire, des soins de santé primaires, du logement et de l'appui aux moyens de subsistance, en particulier dans les camps où de nouveaux réfugiés continuent d'arriver. Les taux de malnutrition aiguë dépassant nettement les seuils d'urgence, la nécessité de continuer à fournir et à développer des services intégrés demeure une priorité.
6. Le HCR, le PAM, l'ARRA et l'UNICEF ont également réalisé une enquête sur la santé et la nutrition dans tous les camps de réfugiés autour de Melkadida en juillet 2017, enquête dont les conclusions font état d'une amélioration de la situation nutritionnelle. L'incidence de la malnutrition aiguë globale (calculée en fonction du rapport poids/taille) était de 16,9 pour cent dans le camp de Burm contre 27,2 pour cent en 2016, et de 12,7 pour cent à Hlwy contre 23,8 pour cent en 2016. La même tendance a été également observée dans le camp de Kobe, où la malnutrition aiguë globale est passée de 22,1 pour cent en 2016 à 15,5 pour cent en 2017, dans le camp de Melkd (de 17,7 pour cent à 11,6 pour cent) et dans celui de Bokol (de 21,2 pour cent à 13,8 pour cent)¹. Toutefois, malgré l'amélioration générale constatée pour la malnutrition aiguë globale dans les cinq camps, ces taux demeurent supérieurs au seuil d'urgence dans les camps de Kobe et de Burm. L'équipe d'évaluation a recommandé

¹ Des données ont été recueillies dans tous les camps à peu près au cours de la même période.

- d'améliorer le programme de sensibilisation aux questions de nutrition, y compris le dépistage des cas de malnutrition au niveau des communautés et des installations.
7. Une enquête sur la nutrition réalisée conjointement par le PAM, le HCR, l'ARRA et Action contre la faim dans cinq camps de réfugiés à Assosa, dans la région Benishangul, en octobre 2017 a révélé une augmentation des taux de malnutrition aiguë globale par rapport à 2015, dans les camps de Tongo (de 9,4 pour cent à 11,4 pour cent) et de Tsore (de 7,0 pour cent à 7,8 pour cent). Une diminution a été enregistrée dans le camp de Bambasi (de 10,2 pour cent à 6,5 pour cent), alors que le taux est resté stable à Sherkole (environ 6,2 pour cent). Dans l'ensemble, la prévalence de la malnutrition aiguë globale dans les cinq camps est demeurée à peu près inchangée par rapport à 2015 (8,0 pour cent en 2017 contre 8,2 pour cent en 2015). Le fait de continuer à fournir une assistance nutritionnelle à la population de réfugiés contribuera à réduire la malnutrition aiguë globale dans ces camps.
 8. Une enquête conjointe sur la nutrition réalisée par le PAM, le HCR et l'ARRA à Jijiga en décembre 2017 a révélé des taux de malnutrition aiguë globale inférieurs au seuil d'urgence de 15 pour cent dans les trois camps de réfugiés concernés. Les résultats indiquent également que depuis 2016, la malnutrition aiguë globale est en recul dans les camps d'Awabrre (de 6 pour cent à 5,4 pour cent), de Kebri Beyah (de 8 pour cent à 4,4 pour cent) et de Sheder (de 9 pour cent à 7,3 pour cent). L'équipe d'évaluation a recommandé de renforcer les activités de sensibilisation et de suivi au niveau de la communauté et des installations et d'améliorer la qualité des évaluations.
 9. Le Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis a réalisé une étude en mai 2017 dans les camps de réfugiés de la région Gambela et du district de Dollo Ado. L'équipe chargée de cette étude s'était notamment fixé pour objectif de mettre l'accent sur les données du dépistage des problèmes nutritionnels des réfugiés nouvellement arrivés, y compris celles concernant le périmètre brachial et le rapport poids/taille; elle les a comparées avec les données des enquêtes normalisées élargies sur la nutrition. L'étude a révélé que 19,7 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois (garçons et filles) souffraient de malnutrition aiguë sur la base de leur rapport poids/taille, mais pas de leur périmètre brachial, le seuil de malnutrition aiguë étant "inférieur à 13,5 centimètres". Il en allait de même pour 23,6 pour cent des enfants âgés de 24 à 59 mois (garçons et filles) pour lesquels le seuil de malnutrition aiguë était "inférieur à 14,5 centimètres". Dans le Dollo Ado, il a été relevé que 25,5 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois et 71,1 pour cent de ceux âgés de 24 à 59 mois souffraient de malnutrition aiguë au vu de leur rapport poids-taille mais pas du périmètre brachial, le seuil utilisé étant "inférieur à 13,5 centimètres". À la suite de l'analyse, il a été recommandé que des seuils plus élevés de périmètre brachial soient pris en compte lors du dépistage, soit 14,0 centimètres pour les enfants âgés de 6 à 23 mois et 15 centimètres pour les enfants âgés de 24 à 59 mois dans le cadre de l'opération d'assistance aux réfugiés d'Éthiopie.
 10. Les résultats d'une mission d'évaluation menée conjointement par le PAM, le HCR et l'ARRA en 2016 ont indiqué que les réfugiés dépendaient pour leur subsistance quotidienne des rations fournies lors des distributions générales, dont ils consommaient une partie et en vendaient le reste pour en tirer un revenu. L'équipe d'évaluation a recommandé d'intensifier les activités visant à renforcer les moyens d'existence à créer des revenus pour permettre aux réfugiés de dégager des revenus supplémentaires. L'équipe a néanmoins aussi noté que l'absence d'activité agricole et d'autres sources de revenus avait contribué à rendre les réfugiés dépendants de l'assistance alimentaire.

Finalité de la révision de l'IPSR et de l'augmentation budgétaire correspondante

11. Dans le cadre de la révision de l'IPSR, le PAM va porter le nombre prévu de bénéficiaires des distributions générales de vivres de 631 253 à 699 500. Cette augmentation est fondée sur le nombre réel de bénéficiaires, qui était déjà d'environ 655 000 en janvier 2018, et sur l'arrivée d'environ 44 500 réfugiés supplémentaires en 2018, y compris 35 000 en provenance du Soudan du Sud, conformément aux prévisions du HCR.
12. En 2017, le bureau de pays n'a pas été en mesure de recourir davantage, comme il l'avait prévu, aux transferts de type monétaire ou à des transferts à la fois de type monétaire et en nature dans six autres camps de réfugiés – Kule, Terkeidi et Jewii à Gambela, Melkadida, Bokolmayo et Kobe dans le Dollo Ado. Le Gouvernement éthiopien a fait part de ses inquiétudes sur le plan politique et des problèmes de sécurité liés à l'utilisation des transferts de type monétaire dans la région Gambela et la zone de Dollo. Le PAM et le HCR continueront de plaider en faveur de la réalisation d'une évaluation conjointe des conditions de sécurité. Dans l'intervalle, le nombre de bénéficiaires d'une assistance alimentaire ne sera porté qu'à 544 300, et le nombre de personnes bénéficiant de transferts à la fois en nature et de type monétaire sera ramené à 155 200 en 2018. Ces chiffres seront revus sur la base des conclusions de l'évaluation des conditions de sécurité et d'autres évaluations portant sur la problématique hommes-femmes et la protection qui examineront s'il est envisageable de recourir aux transferts de type monétaire.
13. Le budget révisé couvre les besoins d'un nombre accru de bénéficiaires du programme de supplémentation alimentaire généralisée, qui passeront de 107 313 à 110 500 par suite de l'augmentation du nombre de ménages vivant dans les camps, ainsi que des naissances. Le nombre de bénéficiaires prévu bénéficiant d'un traitement contre la malnutrition aiguë modérée passera de 19 100 à 24 200, compte tenu de l'accroissement prévu de la couverture résultant de l'utilisation d'une mesure du périmètre brachial supérieure pour dépister la malnutrition aiguë, et l'augmentation du nombre d'élèves bénéficiant du programme de repas scolaires, qui a été élargi à quatre grands camps supplémentaires dans la région Gambela tout en continuant à servir les enfants des camps du Dollo Ado et de Shire dans le Tigré.
14. Une évaluation des moyens de subsistance commandée par le PAM et réalisée par Assistance technique aux organisations non gouvernementales (TANGO) en octobre 2017 dans les camps de réfugiés des régions Tigré, Afar et Somali (Jijiga) donne à penser que le manque d'accès à la terre pour la culture et l'élevage et l'absence d'accès aux marchés limitent fortement les possibilités pour les réfugiés d'améliorer leurs moyens d'existence. Les conclusions de l'enquête révèlent que les camps de réfugiés ont été établis dans des zones isolées, éloignées des grandes villes ou des marchés, ce qui limite l'accès à des activités rémunératrices. Toutefois, la situation devrait s'améliorer, car le Gouvernement s'est engagé à garantir l'accès des réfugiés aux ressources matérielles, politiques, sociales et économiques au titre du Cadre d'action intégré pour les réfugiés. En étroite coopération avec le HCR et l'ARRA, le PAM prévoit donc d'intensifier ses activités de diversification des moyens de subsistance, tant pour les réfugiés que pour les communautés d'accueil. En 2018, le PAM appuiera 5 000 ménages supplémentaires dans la zone de Dollo – 2 500 dans des camps de réfugiés et 2 500 dans des communautés d'accueil – par des activités d'Assistance alimentaire pour la création d'actifs en utilisant des transferts de type monétaire et des modalités de développement et d'augmentation des capacités. Les ménages sont inclus dans les 100 000 bénéficiaires prévus (femmes et hommes) qui seront appuyés par une contribution pluriannuelle de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. Les activités comprendront la mise à disposition d'outils, de semences améliorées et de compétences pour permettre aux réfugiés d'exercer diverses activités (culture de potagers, engraissement des animaux, traitement du cuir, embouche bovine), et une action de sensibilisation visant à faire évoluer la société et les

comportements en matière de nutrition, y compris les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.

15. Les produits alimentaires utilisés, les rations quotidiennes et le nombre de jours d'alimentation demeureront inchangés. Les réfugiés continueront de recevoir des céréales, des légumes secs, de l'huile végétale et du sel iodé dans le cadre de distributions générales de vivres, des compléments alimentaires prêts à l'emploi et du SuperCereal Plus comme appui nutritionnel, et du SuperCereal et du sucre dans le cadre du programme de repas scolaires.
16. Comme des difficultés de financement risquent de perturber les distributions d'assistance alimentaire, le PAM, le HCR et l'ARRA vont étudier la meilleure manière de hiérarchiser les bénéficiaires et les activités pour que les groupes les plus vulnérables continuent de recevoir des rations complètes (y compris les transferts de type monétaire) s'il fallait réduire l'assistance alimentaire. Des ruptures d'approvisionnement ne compromettront pas les services essentiels tels que les activités nutritionnelles et les repas scolaires. En collaboration avec le HCR et l'ARRA, le PAM utilisera une évaluation de la vulnérabilité afin d'améliorer la compréhension de la dépendance des bénéficiaires à l'égard de l'assistance alimentaire dans les 23 camps de réfugiés d'Éthiopie afin de favoriser une hiérarchisation et des exercices de ciblage plus adéquats.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ

Activité	Catégorie de bénéficiaires	Actuel (avril 2015–juin 2018)			Augmentation/diminution (juillet–décembre 2018)			Après révision (avril 2015–décembre 2018)		
		Garçons et hommes	Filles et femmes	Total	Garçons et hommes	Filles et femmes	Total	Garçons et hommes	Filles et femmes	Total
Distributions générales de vivres	En situation d'insécurité alimentaire aiguë transitoire	318 637	312 616	631 253	351 760	347 740	699 500	351 760	347 740	699 500
Produits alimentaires uniquement		111 864	109 751	221 615	272 608	271 692	544 300	272 608	271 692	544 300
Transferts de type monétaire et vivres		206 773	202 865	409 637	79 152	76 048	155 200	206 773	202 865	409 637*
Supplémentation alimentaire ciblée	Enfants de 6 à 59 mois, filles et femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition modérée	7 627	11 473	19 100	7 986	16 214	24 200	7 986	16 214	24 200
Enfants de 6 à 59 mois		7 627	7 373	15 000	7 986	12 014	20 000	7 986	12 014	20 000
Filles et femmes enceintes et allaitantes		0	4 100	4 100	0	4 200	4 200	0	4 200	4 200
Supplémentation alimentaire généralisée	En situation d'insécurité nutritionnelle	38 515	68 798	107 313	39 659	70 841	110 500	39 659	70 841	110 500
Enfants de 6 à 23 mois		19 257	18 618	37 875	19 829	19 171	39 000	19 829	19 171	39 000
Enfants de 24 à 59 mois		19 257	18 618	37 875	19 829	19 171	39 000	19 829	19 171	39 000
Filles et femmes enceintes et allaitantes		0	31 563	31 563	0	32 500	32 500	0	32 500	32 500

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ										
Activité	Catégorie de bénéficiaires	Actuel (avril 2015–juin 2018)			Augmentation/diminution (juillet–décembre 2018)			Après révision (avril 2015–décembre 2018)		
		Garçons et hommes	Filles et femmes	Total	Garçons et hommes	Filles et femmes	Total	Garçons et hommes	Filles et femmes	Total
Repas scolaires	Écoliers	55 250	55 250	110 500	60 000	60 000	120 000	60 000	60 000	120 000
Activités de diversification des moyens d'existence	Réfugiés et communautés d'accueil**	6 000	9 000	15 000	18 250	21 750	40 000	18 250	21 750	40 000
Total (hors chevauchements)		321 637	317 116	638 753	360 885	358 615	719 500	360 885	358 615	719 500

* Il s'agit du plus grand nombre de bénéficiaires qui devraient recevoir à la fois des transferts de type monétaire et des produits alimentaires en 2018.

** Ces chiffres ne tiennent pas compte des 50 pour cent de bénéficiaires qui sont des réfugiés et sont déjà comptabilisées dans les chiffres relatifs aux distributions générales. Ils excluent également les chevauchements avec les bénéficiaires des programmes de nutrition et de repas scolaires.

TABLEAU 2: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR ACTIVITÉ				
Activité	Produits alimentaires et transferts de type monétaire	Produits alimentaires (<i>en tonnes</i>) ou transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)		
		Actuel	Augmentation/ diminution	Total après révision
Distribution générale de vivres	Produits alimentaires	478 756	79 274	558 030
	Transferts de type monétaire	23 031 012	-31 635	22 999 377
Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois	Produits alimentaires	4 169	373	4 542
Supplémentation alimentaire ciblée: filles et femmes enceintes et allaitantes	Produits alimentaires	1 484	187	1 671
Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 6 à 59 mois	Produits alimentaires	14 351	1 453	15 804
Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 24 à 59 mois	Produits alimentaires	12 606	1 453	14 059
Supplémentation alimentaire généralisée: filles et femmes enceintes et allaitantes	Produits alimentaires	3 271	1 483	4 754
Repas scolaires	Produits alimentaires	11 490	1 774	13 264
Nouveaux arrivants	Produits alimentaires	113	39	152
Diversification des moyens d'existence	Développement et augmentation des capacités (<i>en dollars</i>)	0	2 059 540	2 059 540
Total		526 240	86 036	612 276

Évaluation des dangers/risques et planification préalable

17. Le HCR prévoit l'arrivée d'environ 35 000 nouveaux réfugiés en provenance du Soudan du Sud en 2018. Cette estimation a été prise en compte dans cette révision. Si les nouveaux réfugiés sont plus nombreux que prévu, une nouvelle révision pourrait être nécessaire afin de couvrir les besoins supplémentaires. En outre, comme certaines régions de l'Éthiopie connaissent la troisième année consécutive de sécheresse, notamment certaines zones qui accueillent des réfugiés, il se pourrait que la raréfaction des produits alimentaires sur les

marchés locaux ne permette pas de recourir aux transferts de type monétaire comme prévu, auquel cas le PAM devrait opter pour une assistance en nature.

18. L'insuffisance de fonds pour financer les opérations menées en faveur des réfugiés en Éthiopie au cours des trois dernières années a entraîné une diminution de la ration de l'ordre de 20 à 30 pour cent. Les besoins demeurant élevés, les niveaux de financement devront être maintenus et, lorsque cela est possible, augmentés. De nouvelles diminutions de la ration alimentaire pourraient avoir des conséquences néfastes sur la sécurité alimentaire et la nutrition et, à terme, aggraver les problèmes de protection, y compris les risques de violence sexuelle et sexiste à l'égard des femmes et des enfants.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	59 781	13 369 805	
Légumes secs	6 498	3 016 634	
Huiles et matières grasses	4 237	4 524 853	
Aliments composés et mélangés	12 561	8 594 654	
Autres	2 959	1 193 773	
Total, produits alimentaires	86 036	30 699 719	
Transport extérieur		6 022 299	
Transport terrestre, entreposage et manutention		11 845 413	
Autres coûts opérationnels directs – produits alimentaires		1 405 003	
Produits alimentaires et coûts connexes¹			49 972 434
Transferts de type monétaire		-31 635	
Coûts connexes		18 735	
Transferts de type monétaire et coûts connexes			-12 901
Développement et augmentation des capacités			2 059 540
Coûts opérationnels directs			52 019 073
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			4 886 733
Total des coûts directs du projet			56 905 807
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent) ³			3 698 877
Coût total pour le PAM			60 604 684

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée de l'intervention.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	1 414 814
Agents des services généraux	319 431
Total partiel	1 734 245
Dépenses de fonctionnement et autres	677 707
Dépenses d'équipement	321 375
Sécurité	668 371
Voyages et transport	1 315 035
Études préalables, évaluations et suivi¹	170 000
Total des coûts d'appui directs	4 886 733

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ARRA	Administration gouvernementale pour les affaires concernant les réfugiés et les rapatriés
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance